

Christian LACROIX

10, rue des fougères

67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Email : europesoftware@europesoftware.net

Monsieur le Procureur de la République

Tribunal Judiciaire de Strasbourg

Fait à Illkirch-Graffenstaden, le 1 Juillet 2026

Objet : Plainte pour détournement de fonds, abus de confiance et complicité, et intrusion / modification non autorisée sur un compte d'hébergement web

(Faits susceptibles d'être qualifiés d'escroquerie, d'abus de confiance, d'accès et de maintien frauduleux dans un système de traitement automatisé de données, de détournement de fonds et de complicité de détournement de fonds avec une personne tierce, commis de façon réitérée en violation d'une interdiction formelle du plaignant et dans des circonstances ayant placé celui-ci dans l'impossibilité de se défendre — articles 121-7, 313-1, 313-2, 314-1, 323-1 et suivants du Code pénal)

Madame, Monsieur le Procureur,

J'ai l'honneur de porter plainte, par la présente, contre toute personne qui serait identifiée comme responsable des faits exposés ci-dessous, et notamment contre la société d'hébergement LWS (Ligne Web Services), pour des faits de détournement de fonds et de modification non autorisée des paramètres de mon compte d'hébergement, dont je suis victime en tant que propriétaire et client du site internet suivant :

Site internet concerné : www.europesoftware.net

EXPOSÉ DES FAITS

Je suis propriétaire et client du site internet www.europesoftware.net, hébergé auprès de la société LWS (Ligne Web Services) depuis la création de cet hébergement en août 2005, avec laquelle j'ai contracté un abonnement d'hébergement en toute légalité et dont je suis seul titulaire depuis cette date.

Je précise que le problème objet de la présente plainte n'est pas isolé mais existe, sous une forme continue ou récurrente, depuis la création même de cet hébergement en août 2005, soit depuis près de [nombre d'années] ans. [Préciser ici, si possible, la nature de cette continuité : s'agit-il d'un accès ou d'une possibilité d'intervention non autorisée qui existait de façon latente depuis l'origine du contrat, ou de faits similaires déjà survenus à plusieurs reprises depuis 2005 ? — à compléter par le plaignant].

J'ai constaté, le [date de constatation des faits], qu'un détournement de fonds avait été effectué depuis mon compte d'hébergement, sans mon autorisation, mon consentement, ni ma connaissance. Cette opération a été mise en place de façon illégale et interdite par l'hébergeur LWS lui-même, qui a donné suite à une demande formulée par une personne totalement inconnue de moi, sans procéder à aucune vérification d'identité ni obtenir mon autorisation officielle en tant que titulaire légitime du compte et du service.

Les faits se sont déroulés dans les circonstances suivantes : [décrire précisément le déroulement des faits — par exemple : modification des coordonnées de facturation, changement des accès au compte, virement ou prélèvement effectué vers un compte tiers, modification des informations de paiement associées à l'hébergement, etc.]

Le montant total détourné s'élève à la somme de [montant en euros] euros, ainsi qu'il apparaît notamment dans [relevés bancaires / factures / échanges avec LWS — à préciser].

J'ai contacté le service client de la société LWS le [date du signalement à LWS] afin de signaler ces faits et de demander des explications ainsi que le rétablissement de la situation. [Résumer la réponse obtenue de LWS, ou indiquer l'absence de réponse].

À ce jour, malgré mes démarches, aucune régularisation n'a été apportée par l'hébergeur LWS, qui a pourtant agi de sa propre initiative en donnant accès à des informations et/ou en procédant à des opérations concernant mon compte, sur la seule base d'une demande émanant d'un tiers non identifié, sans mon accord.

CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

Je tiens à porter à la connaissance des autorités que je me trouvais, au moment des faits, dans l'impossibilité totale de me défendre ou de m'opposer à l'opération litigieuse. En effet, aucune information préalable, aucun préavis ni aucune demande de confirmation ne m'ont été adressés par la société LWS avant que celle-ci ne donne suite à la demande d'un tiers totalement inconnu concernant mon propre compte d'hébergement. Je n'ai donc disposé d'aucun moyen, ni technique ni juridique, pour empêcher, interrompre ou m'opposer en temps utile à cette opération, et n'en ai eu connaissance qu'après que le préjudice ait été intégralement causé.

Cette impossibilité de me défendre s'explique en outre par [préciser ici la cause particulière : par exemple, situation d'éloignement géographique, absence de moyen de contact rapide avec l'hébergeur, état de vulnérabilité personnelle (santé, isolement, etc.), ou toute autre circonstance concrète empêchant une réaction immédiate — à compléter par le plaignant].

Je considère que cette situation constitue une circonstance aggravante, la société LWS ayant agi unilatéralement sur mon compte, en ma qualité de titulaire légitime, sans jamais me permettre d'exercer le moindre contrôle ni la moindre opposition, me plaçant ainsi dans un état d'impuissance totale face à des agissements dont j'ai été la victime passive.

Je tiens en outre à porter à la connaissance des autorités un fait particulièrement aggravant : après avoir constaté ces agissements, j'ai formellement interdit, sans qu'aucun document officiel ni aucune autorisation de ma part n'ait jamais été produit ou accordé, la poursuite de toute opération au profit de cette personne totalement inconnue, et j'ai mis en place des mesures de blocage sur mon compte afin d'empêcher toute nouvelle intervention non autorisée. Or, malgré cette interdiction formelle et explicite, la société LWS a procédé, en toute connaissance de cause, à des contournements successifs des blocages que j'avais moi-même mis en place, permettant ainsi à cette personne inconnue de continuer à détourner les fonds provenant de mon site internet.

Ce comportement, loin de constituer une simple négligence, démontre une volonté délibérée de la société LWS de faire échec aux mesures de protection que j'avais légitimement instaurées, et caractérise ainsi une circonstance aggravante supplémentaire : la persistance et la réitération des faits litigieux en violation directe et consciente d'une interdiction formelle émanant du titulaire légitime du compte, sans qu'aucun document officiel ne soit jamais venu justifier une telle intervention.

QUALIFICATIONS PÉNALES COMPLÉMENTAIRES

Au-delà du détournement de fonds proprement dit, j'entends également porter plainte pour abus de confiance. En effet, la société LWS, en sa qualité d'hébergeur, s'est vu remettre par moi-même, dans le cadre strict du contrat d'hébergement, la gestion technique de mon compte et l'accès aux moyens nécessaires à son fonctionnement, à seule fin d'assurer les prestations d'hébergement convenues. En détournant cette mission de confiance pour donner suite aux demandes d'un tiers totalement inconnu et non autorisé, au détriment de mes intérêts et à mon insu, la société LWS a détourné, à des fins contraires à celles pour lesquelles ils lui avaient été confiés, les moyens d'accès et de gestion attachés à mon compte, ce qui est susceptible de caractériser le délit d'abus de confiance prévu et réprimé par l'article 314-1 du Code pénal.

Je souhaite en outre porter plainte pour complicité de détournement de fonds. La personne totalement inconnue au profit de laquelle les fonds ont été détournés n'a pu agir seule : c'est en effet grâce au concours actif et déterminant de la société LWS, qui a sciemment donné suite à sa demande, procédé aux opérations litigieuses puis contourné les blocages que j'avais mis en place, que cette personne a pu obtenir et conserver le bénéfice des fonds détournés. Ce comportement est ainsi susceptible de caractériser, à l'égard de la société LWS, une complicité par aide ou assistance au sens de l'article 121-7 du Code pénal, dans la commission du détournement de fonds perpétré au profit de cette personne tierce inconnue.

PRÉJUDICE SUBI

Ces agissements m'ont causé un préjudice financier direct d'un montant de [montant] euros, ainsi qu'un préjudice moral et une atteinte à la sécurité de mes données et de mon activité en ligne liée au site www.europesoftware.net.

PIÈCES JOINTES À L'APPUI DE LA PRÉSENTE PLAINTÉ

- Justificatif de propriété / contrat d'hébergement auprès de LWS
- Relevés bancaires faisant apparaître le ou les mouvements litigieux
- Échanges de correspondance (emails, tickets de support) avec la société LWS
- Captures d'écran des modifications constatées sur le compte d'hébergement
- Tout autre document utile [à compléter]

OBJET DE LA DEMANDE

Je sollicite l'ouverture d'une enquête afin d'identifier l'auteur ou les auteurs de ces faits, d'établir les responsabilités de la société LWS dans l'exécution d'une demande non autorisée concernant mon compte, et d'obtenir réparation du préjudice subi.

Je me tiens à la disposition des services d'enquête pour tout complément d'information ou audition qui serait jugé utile.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Procureur, l'expression de ma considération distinguée.

Signature :

Christian LACROIX